

édito

Priorité à l'éducation populaire !

Avec le mouvement multiforme et la crise qui traversent notre pays depuis plusieurs semaines, nous devons plus que jamais réaffirmer **la place et le besoin d'éducation populaire**.

Cette mobilisation, agrémentant tout et son contraire, nie la démocratie représentative tout en la regrettant, rejette les élus et les politiques tout en les interpellant, se méfie des institutions tout en les interrogeant, et néglige les corps intermédiaires et les syndicats tout en cherchant un débouché politique. Ces citoyens qui se mobilisent et s'expriment, testent, explorent le débat politique trop longtemps éloigné de leur quotidien.

Il y a des choses qu'on doit entendre. Le chômage, la crise du travail, la précarité, la peur de l'avenir, le sentiment de relégation, de déclassement, l'impression d'autisme que dégage parfois la technocratie sont parmi les explications régulièrement avancées.

Il n'y a pourtant pas de fatalité. L'histoire nous apprend que la République française a des ressources insoupçonnées du moment que ses citoyens croient en elle, et en ses valeurs cardinales : **la justice et l'égalité**. Cette adhésion n'est pas quelque chose qui se décrète. C'est une bataille culturelle de chaque instant, une bataille que l'Etat doit lancer, mais qu'il n'a pas vocation à porter seul, sans quoi il échouera.

Au cœur de cette reconquête, il y a l'absolue nécessité de rendre les citoyens conscients de **leur pouvoir d'agir**. C'est précisément **le rôle et la vocation de l'« éducation populaire »**. Education populaire, le mot peut paraître ancien, voire suranné dans notre société de zapping médiatique. Mais il est plus qu'un mot. Son histoire centenaire, structurée autour de grandes fédérations et relayée par une myriade d'associations, est celle d'un défi sans cesse relevé face à la désespérance civique.

Notre pays est affligé par la tentation du repli sur l'entre-soi. Rien n'est pourtant plus indispensable que de **soutenir et développer les espaces** dans lesquels des citoyens, issus de tous les horizons, se rencontrent et échangent. Les arts, les sciences, le sport, les jeux bien sûr, la philosophie, le débat, l'écologie ... C'est par l'éducation populaire, qui offre des lieux pour faire et penser ensemble, lieux de confrontation aussi, lieux de transformation de l'individuel en collectif, que **l'on parvient à l'engagement citoyen**. Son potentiel de mobilisation est **un gisement pour notre pays**, pour que vive le lien social, pour construire le vivre ensemble. Nous manquons encore de ces lieux, physiques ou virtuels, de rencontre et de partage des projets.

Je crois en l'éducation populaire. Je crois en sa capacité, si tant est qu'on lui en donne la possibilité, à changer l'état d'esprit d'une société, d'une génération tout entière. Je crois en son pouvoir de **former des citoyens, de donner corps aux valeurs républicaines, d'innover socialement, d'aider chacun à trouver sa place**.

L'accueil, l'accompagnement, l'activité, la mise en projets, la formation, l'information, l'exercice du débat, de l'esprit critique, de la citoyenneté, l'intergénérationnel, l'interculturel, le lien social, autant de leviers qui faisaient partie prenante de la vie, de la réalité, du quotidien de nos villes et de nos quartiers à travers **une vie associative dense et reconnue, ont laissé place à une société marchandisée et spéculative** du chacun pour soi, face à laquelle chacun mesure au jour le jour sa distance, et ses difficultés croissantes, face à laquelle chacun engrange frustrations et ressentiments.

Demain on ne rasera pas gratis. Des solutions nous appartiennent, certaines à imaginer et d'autres à reprendre parmi les nombreux projets remarquables avortés, abandonnés, faute de soutien et qui avaient mobilisé par le passé nombre d'associations, **dans le champ notamment de l'économie sociale et solidaire**.

D'autres nécessiteront **plus de solidarité, plus d'efforts** pour bon nombre d'entre nous au bénéfice des autres.

OUTILS

ACTUALITES

✓ <i>Au CRAJEP</i>	p2
✓ <i>Chez les membres et leurs réseaux</i>	p4
✓ <i>En région</i>	p7
✓ <i>Au CNAJEP</i>	p9
✓ <i>Au national</i>	p10

✓ <i>Information-orientation</i>	p11
✓ <i>Appels à projets</i>	p12
✓ <i>Formations</i>	p12
INFOS-REFLEXION	
✓ <i>Etudes</i>	p12
✓ <i>Publications</i>	p13
✓ <i>Vidéos</i>	p14
✓ <i>Presse / Sur le Net</i>	p14



ACTUALITÉS



AU CRAJEP

DIALOGUE STRUCTURE REGIONAL AVEC LA JEUNESSE BILAN ET PERSPECTIVES LE 18 DECEMBRE

Le DSRJ est une action phare du **CRAJEP** en ce qui concerne le développement de la **participation politique**. Elle vise à mettre en place et pérenniser, à l'échelle des Hauts-de-France, une **démarche de dialogue entre les jeunes de 13 à 30 ans et les élu-e-s du territoire**.

Avec cette démarche sur les Hauts-de-France initiée dès le dernier trimestre 2016, le CRAJEP s'est positionné en pionnier au niveau national. Une **première expérimentation de participation des jeunes**, co-financée par le programme Erasmus+ de l'Union Européenne, a en effet été développée sur 2017 et 2018. Elle a rapidement rassemblé autour de la table le **Conseil Régional et la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale**.

Après 2 années d'expérimentation, 3 formations d'animateur-rice-s, 2 événements régionaux et plusieurs temps de rencontres locales, l'heure est venue de dresser le **bilan du Dialogue Structuré Régional avec la Jeunesse**, et d'imaginer **les perspectives de développement de la participation politique des jeunes** dans les Hauts-de-France.

C'est pourquoi le CRAJEP, le Conseil Régional des Hauts-de-France et la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale vous invitent à leur **journée « Bilan et perspectives »** qui aura lieu **mardi 18 décembre dans les locaux du MRJC, à Amiens**.

Détails et inscriptions sur le site du CRAJEP : [ICI](#) et à l'adresse dsrj@crajephdf.org

Retour sur le week-end « Bouge ta région ! » des 13 et 14 octobre dernier à Lille [sur notre page Facebook](#) et [sur notre site](#).



11 décembre 2018
de 9h30 à 16h
à l'Espace Dewailly
(3 place Louis Dewailly,
Amiens)



Renseignements :
Marie DOARÉ
mobilites@crajephdf.org
06.51.72.61.70



**PLATEFORME
DE MOBILITES
HAUTS-DE-FRANCE**

La plateforme de mobilités Ready to Move ! Hauts-de-France organise sa première rencontre régionale. L'objectif de cette journée : créer de l'interconnaissance, informer sur la mobilité et favoriser les échanges de bonnes pratiques entre acteurs. Vous êtes aimablement convié·e·s le

**Mardi 11 décembre 2018
de 9h30 à 16h à l'Espace Dewailly, AMIENS**

Ouvert à tou·te·s !
Inscription obligatoire

En partenariat avec :



DRJSCS

Direction Régionale de la Jeunesse,

des Sports et de la Cohésion Sociale



Région
Hauts-de-France

Cet événement bénéficie du soutien de la DRJSCS et de la Région Hauts-de-France



11 décembre 2018
de 9h30 à 16h
à l'Espace Dewailly
(3 place Louis Dewailly,
Amiens)



Renseignements :
Marie DOARÉ
mobilites@crajephdf.org
06.51.72.61.70

09h30 Accueil café

10h00 Lancement, présentation de la journée et de la plateforme

10h45*: (TR) Mobilités et dispositifs relevant de l'éducation formelle
(AR) Échanges franco-allemands : OFAJ et Route NN

11h40*: (TR) Dispositifs innovants ; actions concrètes pour faire partir des jeunes
(AR) Décrocheurs scolaires : comment les capter, quels projets pour eux ?

12h30 BUFFET DÉJEUNATOIRE OFFERT

13h45*: (AR) Mobilités formelles et non-formelles : créer des passerelles
(AR) Les acquis de la mobilité et suites de parcours
(AR) Mobilités entrantes : dispositifs et freins

14h50 Restitution des ateliers et des propositions émises dans chaque groupe

15h30 Clôture de la journée et perspectives de la plateforme

16h00 Fin de la journée

* : au choix.

TR = Table Ronde d'information ; AR = Atelier de Réflexion participatif

Accès à l'espace Dewailly à pied depuis la gare :
(1.4 km, 18 minutes)

- > Passez devant la tour Perret (à votre droite).
- > Continuez sur la rue de Noyon (zone piétonne)
- > Continuez tout droit sur la rue des Trois Cailloux
- > Passez l'Hôtel de Ville et continuez tout droit
- > Une fois en face de la Maison de la Culture, prenez légèrement à gauche et remontez la rue Marc Sangnier
- > Vous êtes place Louis Dewailly.



Espace Dewailly



CHEZ LES MEMBRES ET LEURS RESEAUX



Radio Francas est un projet et une démarche pédagogique visant à l'**expression, à la participation, à la valorisation des enfants et des adolescents à travers la pratique de la radio et des médias en général.**

Permettre aux enfants, aux jeunes de s'exprimer par la radio sur les ondes FM ou sur internet, de parler d'eux-mêmes, de ce qu'ils aiment, de ce qu'ils font, de débattre autour de thèmes qui les concernent, d'émettre les musiques qu'ils aiment..., chez eux, dans leurs communes, leurs quartiers... C'est aussi leur permettre de s'affirmer, de valoriser des projets qu'ils ont conduits, c'est aussi porter un regard sur leur environnement, aller à la rencontre des autres qu'ils soient enfants, adolescents, adultes...

Outil privilégié d'éducation aux médias et de réflexion sur l'influence des médias sur l'éducation, les radios Francas ancrées dans un projet de territoire, font vivre et s'inscrivent dans le projet des Francas.

Différentes formes de radios Francas sont reconnues, elles visent toutes à une forme de diffusion :

- les web radios (diffusent via Internet sous un flux continu),
- les radios FM (temporaires ou permanentes avec autorisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel),
- les ateliers d'expression radiophonique.

Découvrez le site www.lesradiosfrancas.fr



NON A LA REVISION DE LA LOI DE 1905 !

Des **projets de révision de la loi de 1905** seraient à l'étude. S'il s'agit de mieux encadrer des dérives intégristes mettant en cause les principes et valeurs de la République, le titre V de la loi, intitulé Police des cultes fournit l'arsenal juridique suffisant. S'il s'agit de financer les cultes de quelque manière que ce soit, on entrerait alors dans une procédure concordataire que la loi de 1905 avait précisément pour but d'abolir.

Les organisations laïques soussignées, réunies le jeudi 22 novembre 2018 à Paris, mettent en garde contre toute modification de la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, quelles qu'en soient les voies. **Cette loi est un pilier fondamental de la République**. Pour assurer à chaque citoyen la liberté de conscience, elle a instauré un juste équilibre entre la garantie du libre exercice des cultes et la neutralité confessionnelle de l'État.

Retrouvez le communiqué complet [ICI](#)

10 DECEMBRE : JOURNÉE NATIONALE DE LA LAÏCITE

A l'occasion de la **Journée nationale de la laïcité le 10 décembre**, [l'Observatoire de la laïcité](#) organise, avec **la Ligue de l'enseignement**, un après-midi de conférences « **Territoires vivants de la laïcité** ». A cette occasion, l'Observatoire remettra le Prix de la laïcité de la République française.

Cet événement aura lieu **lundi 10 décembre 2018 de 13h30 à 18h30 au Centre Paris Anim' Place des fêtes, 2-4 rue des Lilas, Paris 19ème**.

Programme :

13h30 : Ouverture par Gabriel ATTAL, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse / 14h : Discours de Jean-Michel DUCOMTE, président de la Ligue de l'enseignement / 14h15 : Intervention d'Edgar MORIN / 14h30 : Remise du Prix de la laïcité de la République

15h : table ronde « **l'éducation nationale en action** » avec Jean-Paul DELAHAYE (inspecteur général de l'éducation nationale honoraire), Benoit FALAIZE (inspecteur général de l'éducation nationale et co-auteur du livre « **Les territoires vivants de la République** »), Farida GILOT (enseignante en lycée professionnel), Laurent KLEIN (directeur d'école)

16h : table ronde « **l'éducation populaire en action** » avec Eunice MANGADO-LUNETTA (directrice des programmes de l'AFEV), Michel MIAILLE (vice-président de la Ligue de l'enseignement en charge de la laïcité), Barnabé LOUCHE (directeur des partenariats de Bibliothèque sans Frontières), Yann RENAULT (délégué général adjoint des Francas)

17h : Présentation de l'e-formation pour les élus locaux co-réalisée par l'Observatoire de la laïcité et le CNFPT avec Anne RINNERT (responsable du pôle Citoyenneté et affaires juridiques du CNFPT) / 17h30 : Discours de clôture de Jean-Louis BIANCO, président de l'Observatoire de la laïcité

[Programme Journée nationale de la laïcité 10 12 2018](#)



Service National Universel : une opportunité pour la jeunesse ?

Avec le **Service National Universel (SNU)**, le Gouvernement souhaite que chaque jeune puisse vivre un temps fort autour de **l'engagement et de la citoyenneté**. L'UFCV soutient cet objectif, considérant que le SNU pourrait ouvrir de nouvelles perspectives d'implications pour la jeunesse.

L'UFCV est convaincue qu'il est possible de dépasser les clivages et de faire d'une **obligation citoyenne un facteur de cohésion sociale, pour peu que celle-ci soit expliquée et élaborée collectivement**. À ce titre, le SNU doit s'inscrire dans un véritable projet de société. Il ne doit pas venir contrecarrer la capacité d'engagement spontané de la jeunesse, mais venir la stimuler, dans le cadre des **parcours de vie**.

Si le SNU peut représenter une étape clé de l'initiation à l'engagement, il est indispensable de sensibiliser la jeunesse à **l'exercice d'une citoyenneté active** et à agir pour les autres dès le plus jeune âge, et, au-delà, de promouvoir les vertus de l'engagement tout au long de la vie.

Cette ambition passe par la **reconnaissance et le soutien par l'État de tous les modes et dispositifs d'engagements existants** (bénévolat associatif, service volontaire, contrat d'engagement éducatif ou encore service civique). Elle doit s'inscrire en complémentarité avec eux.

[Lire le communiqué complet ICI](#)



DESSINE LA REPUBLIQUE

Dessine la République est un concours de BD ouvert aux **jeunes de 12 à 25 ans**, issus des quartiers inscrits en Politique de la Ville de la région des Hauts de France, auquel ont participé 7 jeunes abbevillois, résidant principalement sur le quartier du Soleil Levant, et accompagnés par les animateurs de la Maison pour Tous, de la Maison de Quartier et de dessinateurs.

Leur objectif : **illustrer leur représentation des valeurs de la République et leur manière de les vivre.**
Leur travail a fait l'objet de la production d'**un livre et d'une expo** présentés dans l'ensemble de la région.

Le vernissage de l'exposition de leur création aura lieu le :

Mercredi 5 Décembre 2018 à 18 h à la Maison Pour Tous, 1 Place Saint Jacques, Abbeville

Les jeunes auteurs commenteront leur planche et dédicaceront l'ouvrage.



DES ECONOMIES SUR LE DOS DES JEUNES

Le projet de loi de finances 2019 prévoit une **évolution du revenu de référence pour le calcul des aides personnelles au logement** (APL, ALS et ALF). A partir de 2019, les APL seront calculées sur la base des revenus de l'année en cours (revenus des 12 derniers mois connus au moment d'une ouverture de droit ou d'une actualisation trimestrielle) et non plus sur ceux perçus deux ans auparavant comme c'était le cas jusqu'à présent.

Nous, **associations travaillant pour l'accès au logement des jeunes**, représentants des organisations de jeunesse, alertons les pouvoirs publics sur les **effets désastreux d'une telle mesure pour les moins de 25 ans** (salariés, en insertion, étudiants ayant une activité salariée...) qui, sans mesures de compensation subiront de plein fouet les économies attendues par cette réforme !

Les aides personnelles au logement : un élément essentiel pour l'accès à l'autonomie des jeunes. Le logement est la pierre angulaire de la construction de l'autonomie pour les jeunes. En permettre l'accès est essentiel !

[Télécharger le communiqué complet ici](#)

→ EN RÉGION

SESAME : Mobilisation sur le chemin de l'emploi

Le 06 novembre, au CSC Chanteclair à Saint-Nicolas-lez-Arras, a été officiellement lancé un dispositif baptisé **SESAME par la DRJSCS Hauts-de-France** en partenariat avec Les associations de Développement et la Promotion de l'Environnement dans le Val d'Authie, Profession Sport 62, Formasport62, l'UFOLEP Flandres Artois Picardie et l'Académie des passions (programme « J'ai un rêve », qui a organisé **une conférence** animée par Muriel Hermine).

Cette action s'inscrit dans le cadre de **déploiement d'un projet SESAME à l'échelle du Grand Artois au service de la construction de parcours de qualité et sécurisés** pour des jeunes éligibles au dispositif. Elle constitue le préalable d'un programme de remobilisation et de renforcement de la confiance en soi à travers une meilleure connaissance de ses propres talents.

Cette conférence a permis de mobiliser **près de 30 jeunes** ainsi que d'inviter les partenaires associés dans le repérage et l'accompagnement des jeunes (DDCS, opérateurs de formation, CROS, CDOS, **CRAJEP** et son réseau associatif, DIRECCTE, Pôle Emploi, réseau profession sport, réseaux d'information, d'orientation et d'accompagnement, Missions locales, EPIDE, E2C, CAP EMPLOI, CRIJ, PJJ, UNIFORMATION, Conseil régional, Conseils départementaux, Collectivités territoriales,...).

Retrouvez l'article complet [ICI](#)

JEUNES DES HAUTS-DE-FRANCE, VOUS AVEZ LA PAROLE !

Vous vivez dans la région la plus jeune de France ! Pour connaître votre avis, la Région lance une grande consultation totalement inédite.

Du 14 novembre 2018 au 2 janvier 2019, répondez à la question "Comment peut-on vous aider à construire votre avenir en Hauts-de-France ?" et votez pour les propositions des autres en leur attribuant des « coups de cœur », ou contre au contraire en estimant qu'il ne s'agit « surtout pas » de solutions pertinentes pour aider les jeunes à construire leur avenir dans la région. D'autre part, vous pourrez proposer vos propres idées sur tous les domaines qui vous semblent importants.

Dans cette démarche inédite, toutes les réponses auront une chance égale de rencontrer l'adhésion d'autres jeunes de la région. Les résultats de la consultation seront le point de départ d'une mobilisation plus large, d'ateliers participatifs débouchant sur un plan d'actions concrètes pour et avec la jeunesse.

Tout se passe ici : jeunesse.hautsdefrance.fr

Forum de la mobilité européenne et internationale des jeunes

Vous êtes cordialement invités à participer à un grand forum sur la mobilité européenne et internationale des jeunes, organisé par la Communauté Urbaine de Dunkerque et Lianes coopération :
TOUT SAVOIR POUR BOUGER !

Le mercredi 5 décembre de 9h à 17h à Dunkerque (Hall de la Communauté Urbaine, Pertuis de la Marine).

Cette journée sera divisée en deux parties :

- De 9h à 12h30, **table ronde** réservée aux professionnels (structures jeunesse, établissements scolaires, élus...) sur la mobilité européenne et internationale des jeunes.
- L'après-midi, **stands** destinés au grand public, sur les dispositifs de mobilité pour les jeunes.

Pour pouvoir assurer au mieux votre accueil, merci de vous inscrire en remplissant [CE FORMULAIRE](#).

LA SEMAINE EN RESEAU

10h00 - 16h30

soutenu par

- lundi 03 décembre 2018 / Pas-de-Calais
Espace Jules Verne - 25 rue Pierre Curie - 62217 Beaurains

- mardi 04 décembre 2018 / Aisne
Centre social du Vermandois - rue Paul Codos - 02100 Saint-Quentin

- mercredi 05 décembre 2018 / Nord
France Horizon - 122 Boulevard Van Gogh - 59650 Villeneuve d'Ascq

- jeudi 06 décembre 2018 / Oise
Centre social Georges Brassens - 4 rue John Kennedy - 60100 Creil

- vendredi 07 décembre 2018 / Somme
Somme Emploi Service - 21 avenue de la Paix - bâti le Septentrion - 80000 Amiens

[Plus d'infos ICI](#)

[Inscription ICI](#)

Ma Parole !

>15 décembre 2018

thème : Émancipation

**à la Maison du Théâtre
8 rue des Majots à Amiens
> de 10 h à 21 h 30**

**La parole populaire
Ma parole!**

Ma parole est un lieu de partage de paroles, d'idées, de savoirs, de goûts, de plats... • Ma parole est une manifestation culturelle organisée par des personnes qui ne fréquentent pas les lieux culturels • Ma parole est une causerie savante et populaire • Ma parole est une présentation de textes de théâtre populaire

"Ma Parole donne l'opportunité de se rencontrer et de parler ouvertement donc définit bien l'hospitalité, comme être accueilli sans préjugé et avec le sourire, car le sourire est la vie. S'exprimer en liberté est un réconfort et un caractère de la vie. J'ai pris la parole alors que je ne le souhaitais pas avant de venir." Chantal / décembre 2017

"Lors de « Ma Parole ! », la lecture publique en salle m'a permis de développer une confiance en moi, une assurance, avec un relâchement du stress grâce à un travail préparatoire en groupe, soit un moment de plaisir et de satisfaction." Une dame de Doulens / décembre 2017

"Ma Parole nous apporte la compréhension de la langue, soit l'amour des mots. Nous remercions les organisateurs, bénévoles, pour cette porte ouverte et cet instant d'HUMANITÉ." Stéphanie et Rémy / décembre 2017

"Lors de « Ma Parole ! », nous accueillons les paroles des autres." Noémie / décembre 2017



AU CNAJEP

LES JEUNES ET LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Le projet de **service national universel obligatoire (SNU)** est au cœur des discussions du Cnajep depuis les annonces du Gouvernement. Le premier positionnement du Cnajep a été celui de la réserve pour ce projet étant donné le peu d'éléments d'information dont nous disposions. Depuis, des auditions ont été organisées. Des rencontres avec le cabinet du ministre Jean-Michel BLANQUER ont permis d'en discuter.

Aujourd'hui, le SNU se précise. L'enquête du Gouvernement montre que **les jeunes sondés y sont plutôt favorables** même s'ils ne voient pas précisément de quoi il s'agit.

Au Cnajep, **certaines associations y demeurent opposées** considérant :

- Que le SNU n'est pas la réponse adéquate aux enjeux énoncés de cohésion nationale, de défense nationale, de mixité et de brassage sociale, ...
- Que les jeunes ont besoin d'une autre politique de jeunesse qui réponde à leurs besoins économiques et sociaux.
- Qu'il n'est pas recevable d'imputer à la jeunesse seule ce service à rendre à la Nation.

D'autres associations demeurent réservées considérant que le flou persiste en ce qui concerne les contenus de la phase 1.1 ainsi que les méthodes et les personnels qui en auront la charge, concernant les modalités de la phase 1.2 et de façon générale concernant l'organisation de ce SNU...

[Plus d'infos](#)

[le sondage du Cnajep réalisé par l'IFOP](#)

[la contribution du Cnajep](#)



AU NATIONAL

10^{ème} anniversaire du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Créé en décembre 2008, le **Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ)** fête cette année ses **10 ans** d'innovations sociales en faveur de la jeunesse pour **éclairer la décision publique** le **6 décembre prochain**, de 9h à 12h30, au Forum des Images (Salle 300), 2 rue du cinéma, **PARIS 1^{er}**.

9h00 ACCUEIL DES PARTICIPANTS

9h30 OUVERTURE

- Allocution de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
- Allocution de Thibaut de Saint Pol, directeur de l'INJEP

9h50 FILM INTRODUCTIF : QU'EST CE QUE LE FEJ ?

10h00 L'EXPÉRIMENTATION AU SERVICE DES BESOINS DES JEUNES

10h45 LES MÉTHODES D'ÉVALUATION DES EXPÉRIMENTATIONS SOCIALES

11h30 LE FEJ : UN OUTIL SCIENTIFIQUE POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES EN FAVEUR DES JEUNES

12h20 CLÔTURE : Allocution de Jean-Benoît Dujol, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, délégué interministériel à la Jeunesse

12h30 COCKTAIL

Contact : sarah.chiesa@jeunesse-sports.gouv.fr

[Inscription ICI](#)

SOCIETE DE L'ENGAGEMENT : ON Y EST ?

À l'occasion de la **journée mondiale du bénévolat**, Le **Mouvement associatif, France Bénévolat et Monalisa** vous convient à une matinée d'échange pour donner à voir la **contribution de l'engagement associatif aux enjeux sociétaux**, et tracer les pistes pour soutenir l'engagement des millions de bénévoles et volontaires que compte notre pays, le **05 décembre 2018 de 09h30 à 13h** (accueil café à partir de 9h) à la Halle Pajol, 20, esplanade Nathalie Sarraute, 75018 PARIS.

09h00 : Accueil des participants

09h30 : Introduction par Didier Defer, Président de France Bénévolat

09h45 : 1er temps - L'engagement associatif aussi porteur d'un engagement sociétal

- contribution environnementale : Témoignage de François Mandil, délégué général des Scouts et Guides de France
- contribution sur l'éducation à la citoyenneté : Témoignage de Sarah Hanus Bilot, déléguée générale du Réseau National des Juniors Association
- contribution aux besoins sociaux ou à l'allongement de la durée de la vie : Témoignage de Jean-François Serres, référent national de Monalisa
- échanges avec la salle

11h00 : Gabriel Attal, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse

11h20 : Regard critique sur les pratiques associatives en interne par Roger Sue, sociologue

11h45 : 2ème temps - L'enjeu du bénévolat inclusif pour aller vers une société de l'engagement

- vie scolaire : Témoignage de Cécile Blanchard, rédactrice en chef des Cahiers pédagogiques
- vie active : Témoignage d'Antonella Cellot-Desneux, déléguée générale, Les Entreprises pour la Cité
- vie sociale : Témoignage de Hubert Pénaud, Vice-Président, France Bénévolat
- échanges avec la salle

13h00 : Clôture de la matinée par Frédérique Pfrunder, déléguée générale du Mouvement associatif

Conférence animée par Claire Thoury, déléguée générale d'Animafac

[Plus d'infos ICI](#)

[Inscriptions ICI](#)

LE MOUVEMENT DE LA PAIX DONNE DE LA VOIX



LE MOUVEMENT DE LA PAIX lance la pétition "Maudite soit la guerre, construisons la Paix !" sur change.org, déjà signée par des **organisations et personnalités du monde entier** !

« Nous, femmes et hommes de tous les continents de la planète, favorables au développement d'une culture de la Paix au plan mondial, nous savons que pour l'avenir de l'humanité il n'y a pas d'autres chemins que la Paix... »

[Lire la suite](#)

[Signer la pétition sur Change.org](#)

[Déclaration du Mouvement de la Paix à l'occasion du 11 novembre 2018](#)

[Lettre ouverte aux chefs d'établissements éducatifs et aux membres des équipes éducatives](#)

[Lettre ouverte aux Maires et aux Elu-e-s](#)



OUTILS



INFORMATION - ORIENTATION



Découvre les SERVICES et les INFORMATIONS de la Picardie Maritime, en quelques clics!



Dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (P.I.A) la Mission Locale Picardie Maritime s'est vu confier la mise en place et l'animation d'un réseau d'information « 1er accueil » sur le territoire de la Picardie Maritime, en direction du public de 13 à 30 ans.

Elle a pour vocation de centraliser et diffuser l'information, afin de permettre une meilleure connaissance des acteurs et des dispositifs de chacun sur le territoire. Elle permettra également de favoriser les partenariats et ainsi de créer de nouvelles dynamiques.

[Pour plus d'informations : christophe.barbier@mlpm.org](#)



APPELS A PROJETS

APPEL À PROJET 11-18 ANS

JEUNES REPORTERS POUR L'ENVIRONNEMENT

Ce programme sensibilise les 11-18 ans aux enjeux du développement durable, par la réalisation de reportages en format article, vidéo ou radio. Il s'inscrit dans l'esprit du journalisme de solutions qui vise à informer tout en enquêtant sur les initiatives positives menées par les acteurs publics, privés, associatifs ou les citoyens qui œuvrent pour une société plus durable et solidaire.

[Téléchargez l'appel à projet](#)



Date limite d'inscription : 31 décembre 2018
Date limite d'envoi des reportages : 15 mars 2019
Rdv sur [jeunesreporters.org](#)



FORMATIONS

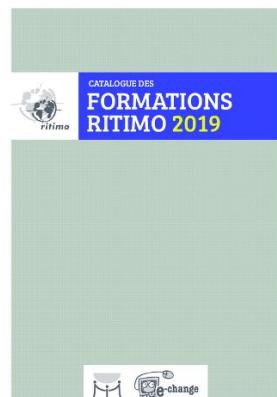
RITIMO – CATALOGUE DE FORMATIONS 2019

Ritimo propose des formations et des ateliers permettant l'appropriation d'une multitude d'outils et de démarches (**Internet, les logiciels libres, la PAO, l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale...**).

Certaines de ces formations sont ouvertes à **tou.te.s les acteur.rice.s de la solidarité internationale** et de défense des droits humains, qu'ils.elles soient bénévoles, services civiques ou salarié.e.s.

D'autres ne concernent que les [membres et relais Ritimo](#).

Plus d'informations et téléchargement du catalogue sur le site internet du réseau Ritimo : [ICI](#)



INFOs-REFLEXION



ETUDES

QUI A LE POUVOIR DE L'INFORMATION EN FRANCE ?

« **En démocratie, le pouvoir de l'information devrait idéalement être partagé** entre ceux qui la produisent, la financent, la diffusent et la consomment. Or l'essor des plateformes numériques a bouleversé cet écosystème déjà fragile, ouvrant un boulevard à la désinformation. Dans ce contexte, les pouvoirs publics et les journalistes tentent de rééquilibrer les pouvoirs au profit d'une information de qualité. [...] »

Aude Carasco, journaliste spécialisée dans les médias, nous livre **une analyse de l'évolution du monde de l'information sur la dernière décennie**, s'intéressant aux conglomérats détenant les principaux médias, comme aux nouvelles plateformes numériques où la véracité de l'information n'est pas une valeur sûre.

Lire l'article sur le site de [vie-publique.fr](#) : [ICI](#)



PUBLICATIONS

ET SI LES HABITANTS PARTICIPAIENT ?

Favoriser la **participation des habitants** est un objectif inscrit depuis longtemps dans les politiques menées en direction des quartiers populaires. **Myriam Bachir explore ici les diverses voies choisies en vue de concrétiser cette ambition.** Elle s'intéresse notamment aux **conseils citoyens et tables de quartiers** et dégage ainsi les avancées et limites des pratiques mises en œuvre. Si les blocages sont nombreux, plusieurs initiatives montrent que **des voies nouvelles sont possibles.**

Myriam Bachir, enseignante-rechercheuse est maître de conférences en science politique à l'UPJV-CURAPP-ESS en Picardie et présidente de "LE Cap" (Lieu d'Echanges sur la Citoyenneté et l'Action Publique).

Lien vers le site de l'Harmattan : [ICI](#)



KERFAD – MAIS QUE SE PASSE-T-IL AUTOUR DU LIVRE DE JEUNESSE EN CENTRE DE LOISIRS ?



Réagissant à l'interpellation de plusieurs auteurs, le Salon du Livre et de la Presse Jeunesse a initié, fin 2016, une **enquête exploratoire sur la question - et même les questions ! – du livre et de la lecture dans les Accueils Collectifs de Mineurs.**

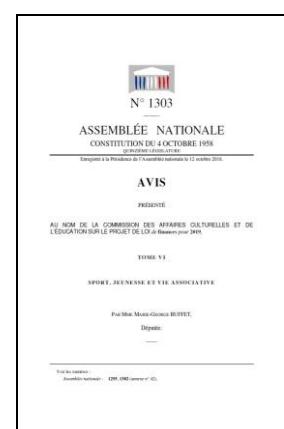
Menée par deux chargées d'études du Kerfad, l'enquête permet d'aborder le **rôle éducatif des ACM**, en donnant la parole aux animateur-rice-s et directeur-rice-s de différents territoires. Elle s'intéresse particulièrement au sujet de la **formation des acteurs**, et au **manque de rencontres, et de liens, entre les différents acteurs** de la jeunesse, du loisir, de la culture et du social.

Accédez à l'étude en ligne : [ICI](#)

AVIS DE LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES ET DE L'EDUCATION SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

C'est au nom de la Commission des Affaires Culturelles et de l'Education que Marie-Georges Buffet a publié, le 12 octobre dernier, un avis sur la loi de finances pour 2019. Si une très grande partie s'intéresse à la protection de l'intégrité physique et psychique des sportifs-ves, la première partie comment l'évolution des crédits :

- Si le sport connaît une nouvelle baisse de crédit (6%), la jeunesse et la vie associative est en croissance. Mais cela est encore imputable à la **montée en charge du service civique**.
- Pour la Jeunesse et la Vie Associative, **reconduction des moyens sur les actions hors SC**, mais **fragilisation des associations** avec la chute des emplois aidés et le manque de compensation de la réserve parlementaire
- **Augmentation** tout de même des financements apportés à la **mobilité internationale** des jeunes



Télécharger l'avis complet sur le site de l'Assemblée Nationale : [ICI](#)



VIDEOS

CNAJEP – LE BUREAU DES METHODES 3 – LE LIVRE EN ACM



Le troisième épisode du Bureau des Méthodes du Cnajep accueille Claire Aubert, du KREFAD, au sujet de **l'utilisation du livre en ACM**. L'étude évoquée dans cette vidéo est disponible en téléchargement dans la rubrique « publications ».

Retrouvez la vidéo sur le site du CRAJEP : [ICI](#)

CESE – ENTRETIENS DANS LE CADRE DE LA SAISINE : « L'EDUCATION POPULAIRE, UNE EXIGENCE DU 21eme SIECLE »

« **L'éducation populaire** est un principe issu de la révolution française. Quid aujourd'hui de ce concept d'émancipation du citoyen face à la montée des inégalités, aux bouleversements de nos sociétés aux mutations technologiques ou climatiques ? Quels outils (ré)inventer aujourd'hui ?

Le CESE s'attachera dans son projet d'avis et rapport, à dresser un état des lieux de l'**éducation populaire** en France, à en analyser les évolutions récentes. Il proposera pour ce secteur **des moyens et outils** pour **relever les défis** des politiques publiques, de la gouvernance, de l'engagement citoyen pour davantage de cohésion sociale. »

C'est dans le cadre de cette saisine que **le CESE propose une série d'entretiens d'acteurs-rices de l'éducation populaire** (Cnajep, Afev, MRJC, Association des Maires Ruraux de France, Saillans, etc ...)

Accès au site du CESE : [ICI](#)



PRESSE / SUR LE NET

Une évolution de l'accompagnement des enfants en situation de handicap pendant le temps périscolaire est-elle prévue ?

Réponse du secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées : Conformément à l'article [L. 216-1 du code de l'éducation](#), les collectivités territoriales peuvent organiser dans les établissements scolaires des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires. Ces activités sont facultatives et ne peuvent se substituer ni porter atteinte aux activités d'enseignement et de formation fixées par l'État. Les collectivités territoriales en supportent la charge financière. [...]

Lire la suite de l'article sur le site de la Gazette.fr : [ICI](#)

Loi mobilité – des solutions pour tous, dans tous les territoires

Augmenter la part du vélo dans les trajets quotidiens, donner la priorité à l'entretien de nos infrastructures, déployer les mobilités propres, libérer l'innovation...c'est ce que prévoit notamment **le projet de loi mobilités, présenté en conseil des ministres lundi 26 novembre 2018**.

Accéder à l'article sur le site ministériel : [ICI](#)

MECENAT : « EARTHTALENT BY BOLLORE » AIDE LES ASSOCIATIONS A DEVELOPPER L'AUTONOMIE DES JEUNES

Programme de mécénat à dimension internationale, Earthtalent by Bolloré s'adresse aux associations qui permettent aux jeunes d'être plus autonomes. Les actions doivent s'inscrire dans une démarche de développement durable.

Lire la suite de l'article en ligne : [ICI](#)

« CHOC DE PARTICIPATION » - LES PAUVRES SONT PRÊTS

Par Isabelle Bouyer, Déléguée Nationale d'ATD Quart Monde

La **Stratégie pauvreté, présentée le 13 septembre par le président Macron**, prône un "choc de participation". A priori, c'est une bonne nouvelle. Mais comment cela se traduira-t-il dans les faits ?

La participation est un mot galvaudé. ATD Quart Monde, qui se bat pour éradiquer la grande pauvreté, lui préfère désormais celui de partenariat. Pour notre mouvement, **la lutte ne se gagnera que si les personnes en précarité sont de réels partenaires**, associées aux politiques de lutte contre la pauvreté de leur élaboration à leur évaluation. Budgets participatifs, conseils d'usagers, enquêtes participatives...

Lire la suite de l'article en ligne : [ICI](#)

ELECTIONS EUROPENNES – #CETTEFOISJEVOTE

Le Parlement européen a lancé une campagne, via un site internet dédié et les réseaux sociaux, qui vise à encourager **les jeunes à faire entendre leur voix** lors des élections européennes de mai 2019.

La construction européenne n'est pas irréversible ni même la démocratie qui permettent ces élections libres au profit des citoyens européens. Le Parlement européen vous invite donc à faire connaitre autour de vous **le site #cettefoisjevote**.

L'adresse du site : www.cettefoisjevote.eu

CAP22 – UN COMITE JEUNE CONTRIBUE A LA TRANSFORMATION DE L'ADMINISTRATION

Dans le cadre du programme Action Publique 2022, lancé par le Premier ministre le 13 octobre 2017, **un Comité Jeune, le J22, a été constitué pour contribuer à la réflexion sur la réforme de 21 politiques publiques**. La Délégation Interministériel à la Transformation Publique (DITP) qui pilote la démarche a publié, le 29 octobre, le rapport CAP22 ainsi que le rapport spécial du Comité J22.

Sans apporter une réelle transparence sur les modalités de la création d'un tel comité au niveau national, le rapport J22 nous apprend que le groupe d'étudiants et jeunes actifs de 19 à 29 ans a été missionné de travailler sur la base de **l'analyse réalisée au préalable par CAP22**. Pendant 5 mois, et répartis en 4 commissions, les jeunes ont été amené-e-s à **produire des propositions concrètes de politiques publiques**. Celles-ci sont présentées dans un rapport spécifique au Comité Jeunes.

Les rapports sont accessibles sur le site officiel : [ICI](#)

CORPS EUROPEEN DE SOLIDARITE – LE CONSEIL ARRÊTE SA POSITION

Le 26 novembre 2018, le Conseil a arrêté sa position (orientation générale partielle) sur le corps européen de solidarité (CES) pour 2021-2027. Au cours de la prochaine période financière, **le CES devrait offrir à des centaines de milliers de jeunes la possibilité de participer à des activités de solidarité dans l'ensemble de l'Europe sous forme de volontariat ou d'emplois et de stages au profit de la société.** Parmi celles-ci figurent l'aide aux enfants et aux personnes âgées, l'aide dans des centres de demandeurs d'asile ou de prévention de catastrophes naturelles ou des travaux de reconstruction.

Principaux éléments du CES et prochaines étapes sur le site européen : [ICI](#)

SERVICE CIVIQUE EN FAVEUR DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE

Cette année encore, **le Service Civique** est présent aux côtés du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse au Salon Européen de l'Éducation, qui se tient du 23 au 25 novembre 2018 au Parc des expositions (Paris), pour présenter aux lycéens et aux étudiants les atouts d'un parcours de Service Civique.

Temps fort de cette participation au salon, la signature d'une **convention cadre, entre le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et l'Agence du Service Civique**, visant à mettre le Service Civique au bénéfice de la prévention et de la lutte contre le décrochage scolaire : "Pour un parcours de confiance".

Précisions sur le programme et les partenaires associatifs déjà engagés : [ICI](#)

SNU – LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL TESTE EN JUIN

La consultation citoyenne menée auprès de **76 000 jeunes** a rendu ses conclusions : ils sont favorables à un **service national universel**, mais sont contre le fait qu'il soit obligatoire ou dure trop longtemps.

Dès le mois de juin, les volontaires pourront tester ce service proposé par le gouvernement.

Article et vidéo sur le site de FranceTVinfo : [ICI](#)

La Jep'info est un outil d'information et de mobilisation au service des acteurs de la jeunesse et/ou de l'Education Populaire.
Elle est construite avec vous. Pour proposer un article, communiquer sur un sujet, un projet, un évènement, apporter une ressource...

c'est [ici](#)



Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire
Siège administratif : ESSpace Amiens, Parc

